

# DÉCLIC

Journal d'information trimestriel du Centre Ecologique Albert Schweitzer

**ceas**  
Centre Ecologique Albert Schweitzer  
*Ecouter - Innover - Partager*

N° 24 / novembre 2022



## Restauration des écosystèmes et développement humain

*L'un ne va pas sans l'autre*

### **Reezo-Casamance**

*Les communautés de 21 îles unies contre l'érosion côtière*

### **Empower Mandialaza**

*Une énergie nouvelle pour préserver la forêt*

La plantation de 5 millions d'arbres, c'est l'objectif que nous nous sommes fixé d'ici à trois ans dans les îles de Basse-Casamance. (photo : Patrick Kohler)



## « En tous cas, on y pense déjà »

Cette réponse, c'est celle de Marthe Sambou, habitante du village de Niomoune, lorsque je lui ai demandé si elle craignait de devoir quitter son village. La raison de sa peur: l'avancée de la mer qui a déjà immergé plusieurs hectares des terres fertiles de son île.

Cette réponse, c'est certainement le moment le plus fort que je garderai de mon récent déplacement au Sénégal. Le regard franc, les idées claires, Madame Sambou ne s'en est pas tenue à ce constat, elle a enchaîné en m'expliquant ce qu'elle et les quelque 500 habitant.es de Niomoune avaient déjà entrepris pour lutter contre cette menace. Création d'alternatives économiques à la coupe de la mangrove, replantation, promotion des foyers améliorés: des actions que le CEAS va désormais soutenir et bonifier dans un projet déployé sur 21 îles de la Basse-Casamance.

Pourquoi lutter contre une force qui paraît aussi démentielle que l'élévation du niveau de la mer, m'a-t-on demandé à mon retour en Suisse. Ne devrait-on pas encourager ces populations à déménager ailleurs? Presque anodine, j'avoue avoir vécu cette question comme une gifle en plein visage. Qui aurait l'idée de suggérer à la population hollandaise de s'apprêter à migrer vers des terres moins hostiles alors qu'une récente étude démontre que 60% de la surface de ce pays est menacée d'inondations chroniques. Personne évidemment! On se prépare, on travaille à des solutions techniques et environnementales et on essaye de réduire les actions qui pourraient aggraver la situation.

Pourquoi en serait-il autrement pour les populations de ces îles? Pourquoi devraient-elles faire le deuil de leur terre, de leur patrimoine, de leur histoire sans se battre? Ces populations sont en première ligne sur le front du changement climatique alors qu'elles n'en sont pas responsables, elles qui n'ont même pas accès à un réseau électrique ou à l'eau courante.

Victimes de l'injustice climatique, Mme Sambou, sa famille et son village n'ont pourtant pas l'intention de baisser les bras, et nous sommes à leurs côtés. Les 5 millions de palétuviers que nous avons commencé à planter avec eux atténueront par exemple les effets de la hausse des eaux, en agissant comme des éponges, absorbant et stockant le surplus d'eau. Ils constitueront de véritables remparts en amortissant et en réduisant l'intensité des vagues, des ondes de tempêtes. Cerise sur le gâteau, ils permettront de capter plusieurs tonnes CO2 de l'atmosphère.



Je vous le concède, cela ressemble peut-être à David contre Goliath, mais si David avait déserté avant même le début du combat, que serait-il advenu de son peuple et de sa terre?

Merci de nous aider dans ce combat!

Patrick Kohler  
Co-directeur

### Impressum

Le journal Déclic paraît 4 fois par année en français et allemand.

Tirage novembre 2022 : 3000 exemplaires français, 500 exemplaires allemands (Impuls).

Imprimé sur papier recyclé certifié « Blue Angel »

Prix indicatif de l'abonnement annuel : CHF 10.-

Editeur : CEAS

Rue des Beaux-Arts 21, CH-2000 Neuchâtel

T. +41(0)32 725 08 36,

Rédacteur responsable :

Patrick Kohler (responsable) et Jennifer Marchand

Impression : Onlineprinters

Graphisme et mise en page : Christian Schoch,

Cernier, www.atelierlameule.ch

Traduction : Anna-Lena Burkhalter

ClimatePartner  
climatiquement neutre

## Restauration des écosystèmes : « Yes we can ! »

Exacerbé par le changement climatique, la dégradation des écosystèmes pèse de plus en plus sur notre planète, menaçant directement la faune et la flore. Et lorsque la biodiversité va mal, c'est la qualité de vie et les moyens de subsistance de l'humanité qui sont directement menacés. Pour le chef de secteur des Eaux et Forêts de Oussouye, au Sénégal, il faut des efforts concertés aux niveaux local, national et international pour endiguer ce phénomène.

Selon Pro Natura, 60% des insectes et 40% des oiseaux nicheurs sont menacés en Suisse. Au Sénégal, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) estime que plus de 200 animaux, oiseaux, reptiles, mammifères, poissons et mollusques confondus, sont menacés, de même qu'une quarantaine d'espèces de plantes. Mais à cela s'ajoute une autre menace bien réelle, la montée du niveau de la mer. En raison du changement climatique, le niveau de la mer a augmenté de 7.5 cm durant les 25 dernières années. Plus grave encore, ce phénomène s'accélère, avec une montée des eaux qui atteint désormais 3.2 centimètres par an ! Résultat : des eaux salées qui inondent chaque année de milliers d'hectares de bonnes terres,

les rendant infertiles et bouleversant totalement les équilibres écologiques, sans parler des habitations que certains habitant.es ont déjà commencé à fuir.

Pour Momath Diankha, chef de secteur des Eaux et Forêts du département d'Oussouye en Casamance, on doit attaquer le problème à trois niveaux : local, national et international. « Aujourd'hui, il faut des moyens lourds pour lutter contre ces phénomènes mais les populations ne doivent pas rester les bras croisés. Il faut travailler avec elles pour leur proposer des alternatives à la coupe de la mangrove. Il faut également généraliser l'utilisation de foyers améliorés dans les zones où la cuisson s'effectue encore au bois. Remplacer les foyers ouverts ou « foyers trois pierres » par des foyers efficaces diminue de moitié les besoins en bois. Il en est de même pour le fumage du poisson. Il s'agit d'une technique de conservation alimentaire essentielle mais il faut que les transformatrices utilisent des fumoirs fermés, bien pensés, qui leur font également économiser de l'argent. Il est essentiel d'encourager et soutenir les initiatives des populations qui vont dans le sens d'un développe-



Momath Diankha est aussi membre du comité de préservation des écosystèmes locaux dans le cadre du projet Reezo-Casamance. (photo : Patrick Kohler)

ment économique qui respecte et améliore la biodiversité.»

« Au niveau politique, l'Etat du Sénégal a interdit toute coupe de bois sur son territoire depuis 2018. C'est à nous qu'il incombe de faire respecter cette loi mais avec une population qui est passée de 3 à 20 millions en 30 ans, la pression sur les ressources est grande. Au niveau international maintenant, il faut faire respecter les accords signés dans le cadre des COP (Conférences sur le changement climatique).

Seuls 4% des émissions de gaz à effet de serre sont produites sur le continent africain. Pourtant, nous voyons chaque jour que nous subissons de plein fouet les impacts du changement climatique. Malgré tout cela, je garde confiance, et je veux croire que nos efforts vont finir par payer. Comme le disait Barack Obama : Yes we can ! »

Patrick Kohler



Dans les îles de Basse-Casamance, le fragile écosystème est directement impacté par la montée des mers et l'exploitation des ressources en bois. (photo : Patrick Kohler)

## Reezo-Casamance : Objectif 5 millions d'arbres !

5 millions d'arbres ! Le projet de reforestation le plus ambitieux que le CEAS n'ait jamais initié a été lancé le 29 septembre dernier sur l'île de Carabane, en présence des autorités administratives et coutumières. Soutenu par l'Union européenne et la direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC), il vise à lutter contre l'érosion côtière qui menace l'existence même des 21 îles de la Basse-Casamance. Le projet vise aussi à offrir aux populations des îles des alternatives économiques à la surexploitation de la mangrove grâce à la création de 500 emplois verts.

prête main forte aux villageois.es des 21 îles de cette région. Séduit par cette dynamique locale forte, le CEAS s'est uni à eux afin de mettre en commun nos savoir-faire et nos ressources. De là est né le projet REEZO, acronyme pour « Résilience Economique et Environnementale des Zones côtières de Basse-Casamance ». Une abréviation oui, mais surtout un leitmotiv : travailler en réseau et appuyer les initiatives locales en matière de protection de l'environnement et de développement d'emplois verts. Ce réseau vient d'ailleurs de se formaliser lors d'une assemblée générale

avec les insulaires. Ici, si tu fais quelque chose que les communautés ne comprennent pas, elles se désengagent très rapidement » ajoute Boubacar Demba BA.

Cette communication justement, elle a été particulièrement soignée pour cette journée de lancement. Plusieurs personnalités se sont ainsi succédé, dont Mme Dorota Panczyk, cheffe de la Coopération de l'Union européenne au Sénégal, partenaire principal du projet. Aux discours se sont ajoutées des scènes de théâtres jouées par les jeunes des îles sur des thèmes environnementaux : protection des végétaux, gestion des déchets, utilisation efficace de l'énergie, autant de thèmes traités avec humour et talent. La musique ne fut pas en reste, avec des chants et des danses composés par les femmes des villages de l'île de Boune.



Lors du lancement du projet, une troupe de théâtre formée de jeunes des îles a joué des scénettes sur des thèmes liés à l'environnement (photo : Patrick. Kohler)



Mme Dorota Panczyk cheffe de la Coopération de l'Union européenne au Sénégal a souligné l'importance de l'engagement des jeunes pour un avenir durable de leurs îles. (photo : Justice et Développement)

Situés à l'extrême sud-ouest du Sénégal, les paysages de Basse-Casamance sont dignes des plus belles cartes postales. Cocotiers, baobabs géants, plages de sable fin survolées d'oiseaux multicolores, tout ici fait penser au jardin d'Eden. Pourtant, le revers de cette carte postale décrit une tout autre réalité. La pression exercée par les activités humaines détruit chaque jour davantage la mangrove, ces espaces boisés de palétuviers qui ont pour particularité de pousser dans l'eau salée. Tout aussi grave, l'élévation du niveau de la mer ronge petit à petit les côtes et menace les rizières et habitations.

Depuis quelques années, l'association sénégalaise Justice et Développement

rale qui a réuni des représentant.e.s de chaque île : une première pierre marquante posée par le projet. « Cela permet d'avoir un interlocuteur légitime pour les 21 îles », commente Boubacar Demba BA, en charge du projet pour le CEAS.

Le réseau des îles de la Basse-Casamance pour la gestion intégrée des zones côtières (RIBC-GIZC) est par ailleurs membre du Comité de Préservation des Ecosystèmes Locaux (COPEL) dont font notamment partie des services de l'Etat comme les Eaux et Forêts ainsi que d'autres acteurs de la société civile. C'est ce COPEL qui décidera des choix des activités prioritaires, des zones et des espèces à replanter par exemple. « Nous veillons particulièrement à la communication

« Je pense que la population était particulièrement motivée car le lancement s'est fait après que les premières activités ont eu lieu », précise Ndeye Fatou Faye, coordinatrice du CEAS au Sénégal. « 25 hectares de palétuviers et d'espèces forestières (Gmelina, Eucalyptus, Filao, Datarium senegalens, ...) ont en effet déjà été replantés durant l'été. De même, des séchoirs et fumoirs à poissons sont en cours d'installation : cela prouve aux populations qu'il y a du concret ! »

Patrick Kohler

# C'est mon village et ça me fait mal de voir nos rizières disparaître

En fin de matinée, nous montons sur la pirogue que Original, notre capitaine d'un jour, a préparé pour la traversée entre l'île de Carabane et celle de Niomoune. A mes côtés, mon collègue Boubacar Demba BA ainsi que le chargé de communication de l'ONG Justice et Développement M. Dji Coly. Après 20 minutes de traversée, nous

de contact. C'est elle qui fait le lien avec l'équipe de projet, qui relaye les préoccupations ou les priorités des populations.»

Devant son échoppe, Mme Sambou nous explique: «Lorsque j'étais enfant, on remarquait déjà l'avancée de la mer mais ces dernières années, c'est devenu

moment où l'on décide de les récolter.»

«Pour économiser le bois, il nous faudrait des foyers améliorés. Ici, les femmes cuisinent encore sur des foyers ouverts qui consomment énormément. En plus, elles souffrent souvent de maladies des yeux ou des poumons» m'explique Mme



Agée de 43 ans, Marthe Sambou s'engage pour défendre son île face à la montée de la mer. (photos: Patrick Kohler)



Avec leurs racines en aériennes, les palétuviers constituent un rempart face aux assauts de la mer et un écosystème très précieux.

entrons dans les bolongs, ces chenaux bordés de palétuviers qui serpentent la région. M. Demba me décrit les différentes sortes de palétuviers et me montre les propagules: «Cette variété de palétuviers se prête très bien à la replantation de la mangrove.» A leurs pieds, on aperçoit des coquillages accrochés comme des naufragés. «Ce sont des huitres» enchaîne-t-il. «Les femmes les récoltent et les sèchent. Elles peuvent les revendre à un bon prix mais cela constitue souvent leur seule source de revenus. Le problème, c'est que pour aller plus vite, certaines d'entre elles coupent directement les racines des palétuviers ce qui les fait mourir évidemment.»

Nous débarquons sur l'île de Niomoune où nous attend Marthe Sambou qui tient l'alimentation du village. Boubacar Demba me la présente comme notre «point focal» sur l'île. «Dans chaque île, une personne a été nommée personne

infernale. On a déjà perdu beaucoup de rizières, plusieurs hectares! Pour l'instant, les habitations sont suffisamment loin mais on a peur de devoir quitter le village. En tous cas, on y pense déjà.» Le village compte quelque 500 habitant.es répartis dans quatre quartiers, des hameaux. Mme Sambou poursuit «La mangrove est notre protection mais les gens ont besoin de son bois pour fabriquer des clôtures et ainsi protéger les rizières des animaux. Le bois est aussi brûlé pour la cuisson. Mais ça commence à changer. Chacun voit bien les conséquences de la déforestation et veut trouver d'autres solutions. Depuis quelques années, nous construisons des parcs ostréicoles par exemple. Vous attachez une corde horizontalement et laissez pendre des fils comme des guirlandes auxquelles on accroche 7 coquilles. D'autres s'y accrochent et grandissent jusqu'au

Sambou en se montrant la poitrine. Ces foyers améliorés, il font partie intégrante du projet et leur fabrication doit aussi créer des emplois. Dans le même temps, des pépinières villageoises vont être créées. Elle permettront de faire pousser des variétés comme le filao dont les racines stabilisent les sols ou des eucalyptus dont on peut couper régulièrement les branches sans mettre en danger l'arbre.

Avant que nous la quittions Marthe Sambou ajoute: «J'ai voulu être *point focal* parce que c'est mon village et ça me fait mal de voir nos rizières disparaître. Je veux être utile à ma communauté!».



## Appel aux dons

Avec 58.- francs, vous permettez par exemple de replanter 500 m<sup>2</sup> de mangrove. Merci de tout cœur pour votre soutien!  
Patrick Kohler, Co-directeur

## Empower Mandialaza : Une énergie nouvelle pour préserver la forêt

La réputation de Madagascar pour la beauté de ses paysages sauvages et de ses forêts naturelles n'est plus à faire. Avec un taux d'endémicité de près de 90%, soit l'un des plus élevés au monde, ce paradis de la biodiversité est aujourd'hui menacé de disparition. Jadis une grande île verte, Madagascar est aujourd'hui surnommée l'île rouge où 44% de ses forêts naturelles ont disparu ces soixante dernières années. Malgré ce constat, des solutions sont encore possibles pour permettre la sauvegarde de ce patrimoine forestier unique et lutter contre la pauvreté.

Directement touchée par la déforestation et le déséquilibre de son écosystème, l'aire protégée d'Anjozorobe-Angavo s'étend sur une superficie de 41 100 hectares. Elle constitue l'un des derniers vestiges de la forêt primaire des hauts-plateaux malgaches et abrite une faune et une flore exceptionnelle ainsi qu'un patrimoine écologique, culturel et touristique à préserver de toute urgence.

Sa disparition progressive entraîne une érosion des sols de même que la perte d'habitat pour des dizaines d'espèces endémiques.

Par ailleurs, l'absence d'électrification et d'opportunités économiques pour les populations rurales de cette région avaient déjà été identifiées par le CEAS.



La préservation de l'environnement et de la biodiversité est un des grands enjeux à Madagascar (photo J. Marchand)

Il était ainsi clair que l'accès à une source d'électricité permettrait de développer une nouvelle économie dans la commune. Mais il était important pour nous de lier cette opportunité à l'arrivée d'alternatives à la coupe de bois sauvage qui représente encore une source de revenus faciles pour les habitants des abords de l'aire protégée.

C'est ainsi qu'avec la collaboration de l'association malgache Fanamby, gestionnaire de l'aire protégée d'Anjozorobe-Angavo, le CEAS a mis sur pied le projet Empower Mandialaza, du nom de la commune se trouvant en bordure de

cette forêt. Celle-ci possède une chute d'eau permettant d'envisager la mise en service d'une centrale hydroélectrique de 200 kW. Le projet fournira ainsi de l'électricité pour les besoins des ménages et des petites entreprises de la commune. Pour Madame Tiana Andriamanana, directrice exécutive de Fanamby, l'eau est au cœur du projet. D'une part, elle est essentielle aux activités de reboisement et d'autre part, elle permettra d'alimenter la future centrale.

Pour permettre le développement économique de la région, l'intégration d'un second projet appelé « Energynger » était



Les plants destinés à la prochaine campagne de reboisement à Antseva, Mandialaza et Moramanga (photo: Valiha Rakotomanankasina)

par contre nécessaire. Son objectif est ainsi de développer l'industrie du gingembre dans cette même région, mettant à la disposition des groupements de productrices et producteurs l'électricité produite par la centrale de Mandialaza. Le CEAS soutiendra par ailleurs, la réhabilitation d'une unité de transformation de gingembre qui produit déjà de la poudre et de l'huile. Ces exploitants disposeront d'une chaudière très efficace, capable d'utiliser des combustibles alternatifs au bois de la forêts primaire. « Au vue de la complexité des problématiques, les solutions doivent être à plusieurs niveaux. L'accès aux sources alternatives génératrices de revenus reste la base et doit être accompagné d'une sensibilisation et de l'application de la loi par les autorités compétentes. » selon Madame Andriamanana.

Pour mener à bien ce projet qui rassemble électrification rurale, développement économique et préservation de l'environnement, des campagnes de gestion des espaces protégés et de reboisement sont élaborées. La dimension sociale et la contribution des communautés locales est un facteur clé pour le développement durable de la commune de Madialaza, la

présence d'un socio-organisateur sur le terrain permet la collaboration constante et directe avec les communautés locales afin de mettre sur pied diverses activités telles que le reboisement de certaines zones de l'aire protégée.

L'impact et la pression exercés jusqu'à aujourd'hui sur l'aire protégée d'Anjozorobe-Angavo n'est donc plus une fatalité. Même si le développement économique et la protection de l'environnement peuvent sembler des concepts totalement opposés, les intégrer dans une nouvelle synergie économique et écologique permettra d'améliorer les conditions de vie des populations locales tout en diminuant les coupes sauvages. Le CEAS souhaite ainsi permettre de démontrer que l'économie peut être au service de l'écologie à Madagascar.

Jennifer Marchand



L'amélioration de la transformation du gingembre offrira de meilleures conditions de vie pour les productrices. (photo J. Marchand).

## Cadeaux symboliques : Votre présent pour leur futur

Donner un sens à nos actions, donner du sens aux célébrations.

En cette période des fêtes de fin d'année pourquoi ne pas réfléchir à offrir ce qui compte vraiment : Prendre soin du vivant !

La nouvelle collection de cadeaux symboliques du CEAS vous permet de faire plaisir à votre famille ou vos ami.e.s tout en soutenant une cause qui vous tient à cœur. Qui plus est, vous pouvez aussi choisir d'y ajouter un petit cadeau équitable.

Choisissez le projet à soutenir parmi la liste des cadeaux symboliques disponibles en page 8 ou dans notre boutique en ligne. Devenez ainsi acteurs.trices de changement en soutenant directement un projet de sécurité alimentaire, de gestion des déchets ou d'accès aux énergies renouvelables.



[www.leshop-equitable.ch/cadeaux-symboliques/](http://www.leshop-equitable.ch/cadeaux-symboliques/)

## Biscuits de Noël cannelle et gingembre



### Ingrédients :

- 250 g de farine de blé
- 100 g de beurre à température ambiante
- 125 g de miel
- 85 g de sucre roux
- 1 c. à soupe de Rhum
- 1 c. à café zeste de citron
- 1 c. à café de levure chimique
- 1 c. à café de gingembre en poudre
- 1 c. à café de cannelle en poudre
- 2 pincées de sel

### Préparation : (source : cuisine AZ)

1. Dans un saladier, mélangez le beurre et le sucre et battez bien jusqu'à obtenir une pommade. Ajoutez le miel, le zeste de citron et le rhum. Mettez le tout dans un mixeur et battez pendant 5 min. De côté,

mélangez dans un récipient la levure, les épices et le sel. Ajoutez-les à la préparation contenant le beurre.

2. Incorporez ensuite la farine petit à petit au mélange afin d'obtenir une pâte un peu molle. Couvrez la pâte d'un film plastique et mettez-la au réfrigérateur pendant 2 à 4 heures.

3. Beurrez et farinez une plaque de cuisson. Étalez la pâte au rouleau à pâtisserie le plus finement possible. Découpez la pâte avec des emporte-pièces en forme d'étoile, de Père Noël, etc.

4. Placez les biscuits sur la plaque de cuisson et enfournez dans un four chaud

(180°C) pendant 8 à 10 min. Ça y est ! Vos biscuits de Noël à la cannelle et au gingembre sont prêts à être dégustés !

**Astuce :** Pour donner plus de croquant à votre recette de petit gâteau de Noël, ajoutez des noisettes concassées. Celles-ci iront à merveille avec les épices de cette recette. N'hésitez pas à décorer les biscuits pour qu'ils aient un air plus festif !

### La boutique

Veuillez me faire parvenir les produits suivants contre facture :

	Prix (CHF)	Quantité	Total
Cadeaux symboliques	Happy culture	30.00	_____
	Des idées éclairées	45.00	_____
	Avec le moringa la famine s'en va !	55.00	_____
	Bienvenue chez les litchis	62.00	_____
	Une farine très In	70.00	_____
	Groover avec les mangroves	80.00	_____
Epices de Madagascar	Moringa en poudre 45g	13.00	_____
	Cannelle en poudre 45g	6.10	_____
	Gingembre en poudre 45g	7.70	_____
	Baies roses 25g	7.20	_____
	Combava en poudre 45g	7.90	_____
	Curcuma en poudre 45g	7.00	_____
	Poivre noir en grains 50g	7.20	_____
Poivre sauvage en grains 50g	8.80	_____	
Savons naturels au karité	Balanites/dattier du désert	5.00	_____
	Citronnelle	5.00	_____
	Neem	5.00	_____
	Argile rouge	5.00	_____
	Henné et Miel	5.00	_____
	Moringa	5.00	_____
Cosmétiques au karité	Savon boule au karité - citronnelle	5.00	_____
	Beurre karité Bio 150g	29.00	_____
	Beurre Karité BIO - Amande 20g	7.90	_____
	Beurre Karité BIO - Fleur de Tiaré 20g	7.90	_____
	Huile Karité soin & massage - 100ml	24.50	_____
Gommage au sucre et karité - 240g	21.80	_____	
Frais de livraison	9.00		9.00
	<b>TOTAL</b>		_____



Commandez directement et rapidement via notre boutique en ligne [www.leshop-equitable.ch](http://www.leshop-equitable.ch) ou contactez nous par e-mail : [boutique@ceas.ch](mailto:boutique@ceas.ch) ou par téléphone au 032 725 08 36

Mme  M

Nom, Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

NPA, Ville: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

[www.leshop-equitable.ch](http://www.leshop-equitable.ch)



Centre Ecologique Albert Schweitzer  
Rue des Beaux-Arts 21  
CH-2000 Neuchâtel, Suisse

[info@ceas.ch](mailto:info@ceas.ch)  
[www.facebook.com/ceas.ch](http://www.facebook.com/ceas.ch)  
[www.ceas.ch](http://www.ceas.ch)

T. +41 (0)32 725 08 36

CCP : 20-888-7  
BCN : IBAN CH70 0076 6000 1031 4076 4